

AGENCE INTERNATIONALE DE L'ÉNERGIE ATOMIQUE

L'AIEA A 40 ANS

SUPPLEMENT AU BULLETIN DE L'AIEA
SEPTEMBRE 1997

DATES CLÉS



**GRANDES
EVOLUTIONS**



La présente chronologie ainsi qu'une partie de la documentation historique peuvent être consultées par l'intermédiaire des services Internet WorldAtom de l'AIEA à l'adresse électronique: <http://www.iaea.org>.

Etablissement de la chronologie et rédaction Lothar Wedekind, sur la base de contributions de fonctionnaires de l'AIEA parues dans des magazines et des publications de l'Agence, et notamment le *Bulletin*, les *Newsbriefs*, l'*Annuaire* et les *rapports annuels* de l'AIEA, d'informations reprises de divers organes de presse cités dans la *Daily Press Review* de l'AIEA, ainsi que d'informations tirées de l'ouvrage de M. Paul Szasz intitulé «*Law and Practices of the International Atomic Energy Agency*», et de sources externes, dont les deux ouvrages récents de M. David Fischer, «*Towards 1995: The Prospects for Ending the Proliferation of Nuclear Weapons*» (UNIDIR, 1993) et «*A History of the International Atomic Energy Agency: The First Forty Years*» (AIEA, 1997), le livre de Lawrence Scheinman «*The International Atomic Energy Agency and World Nuclear Order*» (RFF, 1987) et «*International Law of Nuclear Energy*», publié sous la direction de MM. Mohamed ElBaradei, Edwin Nwogugu et John Rames (Nijhof Publishers, 1993).

Préparation, maquette et présentation réalisées par l'équipe chargée des services Internet WorldAtom de l'AIEA à la Division de l'information. Rodolfo Quevenco (conception, maquette et coordination); Jennifer Ahrens (assistance pour la présentation des textes et graphiques); et Horace Agbogbe (appui informatique).

Assistance rédactionnelle: Mme Ritu Kenn, Division de l'information de l'AIEA.

Photos: Peter Pavlicek (pages 3, 9, 16, 17, 18, 19, 22 et 23); Vadim Mouchkin (pages 11 et 13); Rodolfo Quevenco (page 14); Electricité de France (page 20); Agence spatiale européenne (globe, à la page 22). Toutes les reproductions en noir et blanc sont tirées des archives photographiques de l'AIEA.

Assistance photo : Mme Brenda Blann, Division de l'information.

Agence internationale de l'énergie atomique, Vienne (Autriche) (Juillet 1997)

LES ANNEES 40: L'ARME TERRIBLE

1945 JUILLET-AOÛT

En juillet 1945, dans les dernières semaines de la seconde guerre mondiale, les Etats-Unis procèdent aux essais de leur première bombe atomique à Los Alamos, Nouveau-Mexique. Ces essais ont lieu presque trois ans après que l'équipe d'Enrico Fermi eut réalisé, à Chicago en décembre 1942, la première réaction en chaîne nucléaire contrôlée et peu après que des chefs d'Etat eurent signé la Charte des Nations Unies, le 26 juin 1945, à San Francisco. En août, le largage par les Etats-Unis de deux bombes atomiques, l'une sur Hiroshima, l'autre sur Nagasaki, révèle les effets destructeurs de l'énergie nucléaire. Fin de la seconde guerre mondiale.

1946 JANVIER

Alors que commence à poindre le conflit idéologique que fut la guerre froide, l'attention internationale commence à se porter sur la domestication et la maîtrise de l'atome. La Commission de l'énergie atomique des Nations Unies (CEANU) est créée pour tenter de trouver des solutions (y sont représentés notamment

les Etats-Unis, l'URSS, le Canada et le Royaume-Uni).

Transformer
l'épée
atomique
en charrue
à longterm
symbolisé l'effort de
la communauté
mondiale pour éliminer
l'arme
nucléaire. L'Afrique du Sud
a fait don de cette
sculpture à l'AIEA en 1994.
(Pavliceck/AIEA)

1946 MARS

La délégation des Etats-Unis auprès de la CEANU propose le plan Baruch; la délégation soviétique présente plus tard une proposition concurrente. Le plan proposé par les Etats-Unis vise à créer une autorité

internationale pour les recherches et travaux atomiques à laquelle seraient confiés l'étude et la mise en valeur de l'énergie atomique à tous leurs stades ainsi que la gestion/le contrôle de toutes les activités potentiellement dangereuses liées à l'énergie atomique. La proposition soviétique préconise l'élaboration d'une convention internationale interdisant la production et l'utilisation d'armes atomiques de destruction massive. Au cours des trois années suivantes, la CEANU ne parvient pas à trouver un terrain d'entente.

1949 SEPTEMBRE

L'Union soviétique procède à son premier essai nucléaire, donnant le signal de la course aux armements et marquant la cessation de fait du rôle de la CEANU.

LES ANNEES CINQUANTE: L'ATOME AU SERVICE DE LA PAIX

1952

L'Assemblée générale des Nations Unies dissout officiellement la CEANU, qui n'avait plus d'activité depuis juillet 1949. En octobre, le Royaume-Uni procède aux essais d'une arme nucléaire. En novembre, les Etats-Unis d'Amérique font exploser la première bombe à hydrogène.

1953 DECEMBRE



Dans un discours sur «l'atome au service de la paix» qu'il prononce devant l'Assemblée générale des Nations Unies, le président Eisenhower appelle «les gouvernements principalement intéressés» (désignant nommément les Etats-Unis et l'Union soviétique) à apporter, en prélevant sur leurs stocks d'uranium naturel et de matériaux fissiles, une contribution commune à un office international de l'énergie atomique constitué sous

l'égide des Nations Unies. Cet office aurait notamment pour responsabilités d'entreposer et de protéger les matières et de concevoir des méthodes permettant de les utiliser à la réalisation des buts pacifiques que se propose l'humanité.

1954



Les Etats-Unis amendent leur loi sur l'énergie atomique de manière à permettre une coopération nucléaire internationale pacifique, ce qui aboutit à la conclusion d'accords bilatéraux avec un certain nombre d'Etats. En URSS, la première centrale électronucléaire du monde est mise en service à Obninsk.

1955 AVRIL

A Washington D.C., les travaux de rédaction du Statut de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) s'engagent, avec la participation de représentants des Gouvernements de l'Afrique du Sud, de l'Australie, de la Belgique, du Canada, des Etats-Unis d'Amérique, de la France, du Portugal et du Royaume-Uni. Plus tard, au début de 1956, ce groupe s'étoffe et passe à 12 membres avec l'arrivée des représentants de l'URSS, de la Tchécoslovaquie, de l'Inde et du Brésil.

1955 AOUT

Les bienfaits de l'énergie nucléaire sont présentés à Genève, à l'occasion de la première Conférence internationale des Nations Unies sur les applications pacifiques de l'énergie nucléaire, réunion scientifique historique rassemblant plus de 1 500 délégués, sous la présidence de l'éminent physicien indien, Homi Bhabha.

1956 OCTOBRE

A New York, des Etats adoptent le Statut de l'AIEA lors d'une conférence rassemblant 82 Etats au Siège de l'Organisation des Nations Unies. Ce texte définit des responsabilités en matière de contrôle et en matière de développement de l'énergie nucléaire à des fins exclusivement pacifiques. Des crises politiques mondiales font la une des journaux: le conflit relatif au contrôle du canal de Suez au Moyen-Orient et l'intervention de l'Union soviétique en Hongrie.

1957



M. Sterling Cole

La Commission préparatoire de l'Agence commence ses travaux en février en vue de la première Conférence générale prévue pour octobre. Le Statut de l'AIEA entre en vigueur le 29 juillet, 26 Etats ayant à cette date déposé leurs instruments de ratification. En octobre, les délégués de 59 Etats assistent, pendant trois semaines, à la première Conférence générale de l'AIEA, à Vienne

(Autriche). Ils nomment M. Sterling Cole (Etats-Unis) premier directeur général et approuvent un programme d'activités d'un montant de 4,1 millions de dollars. M. Cole succède au Directeur exécutif de la Commission préparatoire, M. Paul Jolles (Suisse), qui avait fait fonction de directeur général pendant la période transitoire. L'ancien Grand Hotel, situé sur la Ringstrasse, à Vienne, est choisi comme siège temporaire de l'Agence.

Conseil des gouverneurs : M. Pavel Winkler (Tchécoslovaquie) est élu premier président du Conseil de l'AIEA. Comme le prévoit le Statut de l'Agence, 23 Etats Membres siègent au premier Conseil: l'Argentine, l'Australie, le Brésil, le Canada, la Corée, les Etats-Unis d'Amérique, la France, le Guatemala, l'Inde, l'Indonésie, l'Italie, le Japon, le Pakistan, le Pérou, le Portugal, la République arabe unie (Egypte), la Roumanie, le Royaume-Uni, la Suède, la Tchécoslovaquie, la Turquie, l'Union de l'Afrique du Sud et l'URSS. **Organismes nucléaires régionaux** :

En mars, six pays européens signent les «traités de Rome» instituant la Communauté européenne de l'énergie

atomique (EURATOM) et le Marché commun. En décembre, les pays approuvent

la création de l'Agence européenne pour l'énergie nucléaire de l'Organisation européenne de coopération économique (appelée aujourd'hui l'Agence de l'OCDE pour l'énergie nucléaire



L'ancien Grand Hotel, premier siège de l'AIEA.

ou AEN/OCDE). D'autres organismes nucléaires régionaux voient ensuite le jour. **Actualités mondiales:** L'Union soviétique annonce le lancement dans l'espace du premier satellite, non habité, Spoutnik-1.

1958

En juillet, l'Union soviétique et des pays occidentaux tiennent une réunion à Genève sur le contrôle des armements nucléaires, pour examiner s'il est possible de détecter des essais souterrains. Par ailleurs, à Genève, les Nations Unies organisent la seconde Conférence internationale sur les applications pacifiques de l'énergie nucléaire, qui présente à la communauté internationale des informations plus techniques et scientifiques sur la plupart des aspects du cycle du combustible nucléaire civil, à l'exception de l'enrichissement de l'uranium. **Faits nouveaux à l'AIEA:**

L'AIEA lance son programme d'assistance technique alimenté par un modeste fonds de 125 000 dollars — dont une contribution de 2,01 dollars faite à l'Agence par un écolier new-yorkais et ses camarades de classe. L'AIEA entreprend sa première mission en Amérique latine pour examiner l'intérêt d'un centre régional. Un groupe d'experts des questions de santé et de sûreté est mis sur pied pour élaborer un manuel sur la sûreté d'utilisation des sources radioactives. Le Canada propose de fournir à l'Agence, à titre gracieux, trois tonnes d'uranium naturel pour faire face à la première demande de combustible nucléaire, reçue du Japon pour un réacteur de recherche. Les Etats-Unis font don à l'Agence de deux laboratoires radio-isotopiques mobiles, qui pourront être utilisés par des chercheurs dans d'autres pays. L'AIEA commence à conclure des contrats de recherche avec des laboratoires et autres établissements scientifiques, octroyant son premier contact à l'Institut de chimie de Vienne pour une étude des facteurs qui déterminent la distribution des produits de fission dans la biosphère. En novembre, le premier Comité consultatif scientifique auprès du Directeur général de l'AIEA est créé; il se compose du Dr Homi Bhabha (Inde), de Sir John Cockcroft (Royaume-Uni), du professeur Vasilij S. Emelyanov

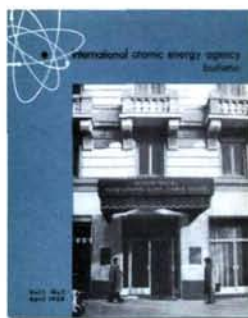
(Union soviétique), de M. Bertrand Goldschmidt (France), de M. Bernhard Gross (Brésil), de M. Wilfrid B. Lewis (Canada) et de M. Isidor Rabi (Etats-Unis d'Amérique).



En 1958, l'AIEA a reçu un don d'un montant de 2,01 dollars de Joseph Santore, écolier à New Rochelle (New York), qui avait organisé une collecte auprès de ses camarades de classe afin d'aider au développement de la science nucléaire. On le voit ici avec sa mère, M. Ralph Bunche, sous-secrétaire général des Nations Unies, et M. Sterling Cole, directeur général de l'AIEA.

1959 AVRIL

En février, la question de la responsabilité en cas d'accident nucléaire apparaît pour la première fois à l'ordre du jour d'une instance internationale, avec la convocation



par l'AIEA des premières réunions d'un groupe d'experts chargé d'examiner la question de la responsabilité civile et de la responsabilité des Etats en matière d'accidents nucléaires. L'AIEA et l'Organisation mondiale de la santé (OMS) coparrainent la première réunion scientifique de l'Agence, qui est consacrée à la scanographie médicale et à laquelle participent

38 experts de 22 pays. En avril paraît le premier numéro du *Bulletin de l'AIEA*, magazine trimestriel publié par l'Agence internationale de l'énergie atomique. Cette année-là, l'AIEA devient un éditeur scientifique et publie neuf ouvrages, parmi lesquels le premier manuel de la Collection Sécurité de l'AIEA, intitulé *Manipulation sans danger des radio-isotopes*; le premier des trois volumes de l'*Annuaire international des réacteurs* et le premier des deux volumes de l'*Annuaire international des radio-isotopes et des composés marqués*. En septembre, l'Agence organise, à Varsovie, sa première conférence scientifique, qui est consacrée à l'application des grandes sources de rayonnements dans l'industrie. En novembre, l'AIEA, en coopération avec l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), organise à Monaco une première conférence scientifique sur le stockage définitif des déchets radioactifs. En Suisse, une équipe d'experts de l'AIEA effectue la première évaluation de la sûreté d'un réacteur de recherche. En Union soviétique, le premier navire à propulsion nucléaire, le *Lénine*, est construit.



L'un des deux laboratoires radio-isotopiques mobiles offerts par les Etats-Unis.

LES ANNEES SOIXANTE: NOUVEAUX ESPOIRS

1960

La France procède aux essais d'une arme nucléaire et devient le quatrième Etat à se déclarer puissance nucléaire.

Faits nouveaux à l'AIEA: L'Agence octroie sa première bourse de recherche à un scientifique indien pour qu'il effectue des travaux sur la physique des solides au Massachusetts Institute of Technology (Etats-Unis d'Amérique). En avril, le Conseil des gouverneurs de l'AIEA adopte l'emblème et le sceau officiels de l'AIEA. En octobre, l'Agence lance la publication de son premier magazine scientifique, «*Nuclear Fusion*», revue trimestrielle.



1961



M. Sigvard Eklund

M. Sigvard Eklund, physicien suédois qui avait exercé les fonctions de secrétaire général de la Conférence des Nations Unies de 1958 à Genève, devient le deuxième directeur général de l'AIEA. Le caractère scientifique et technique de l'Agence est marqué plus nettement. Les premières inspections nucléaires dans le cadre du système des garanties de l'AIEA portent sur un réacteur de recherche en Norvège.

Le Laboratoire de l'Agence est créé à Seibersdorf (Autriche), près de Vienne, ce qui ouvre une nouvelle voie à la recherche nucléaire dans le cadre d'une coopération mondiale. L'Agence signe un accord trilatéral avec Monaco et l'Institut océanographique dirigé par Jacques Cousteau pour mener des travaux de recherche sur les effets de la radioactivité en mer, initiative qui finira par aboutir à la création d'un laboratoire connu aujourd'hui sous le nom de Laboratoire de l'environnement marin de l'AIEA. En septembre, l'AIEA organise la première grande conférence mondiale sur la physique des plasmas et la fusion nucléaire contrôlée, à Salzbourg (Autriche), à laquelle assistent plus de 500 scientifiques. Grâce à divers programmes, l'Agence encourage la mise au point de normes de protection et de sûreté radiologiques, l'échange d'expérience concernant le stockage définitif des déchets ainsi que la diffusion d'informations sur les applications bénéfiques des radio-isotopes en médecine, en agriculture, dans l'industrie et dans d'autres domaines. Elle publie le premier règlement international relatif

au transport des déchets radioactifs. **Zone exempte**

d'armes nucléaires: A un moment où le nombre des essais de bombes nucléaires dans l'atmosphère augmente pour atteindre en moyenne plus d'une explosion par semaine, les Etats adoptent le Traité de l'Antarctique, première approche régionale de la non-prolifération. Ce traité vise à démilitariser cette vaste zone inhabitée et à y interdire toutes les armes et essais nucléaires. **Environnement:** L'AIEA et l'Organisation météorologique mondiale entreprennent la création en commun d'un réseau mondial pour étudier la concentration des isotopes de l'oxygène et de l'hydrogène dans les précipitations, qui permet de surveiller les rejets de tritium liés aux essais nucléaires et qui est aujourd'hui largement utilisé pour étudier les cycles hydrologiques et la modification du climat de la planète. **Actualité mondiale:** A Berlin, l'Allemagne de l'Est commence à construire le mur qui divisera la cité et sera le symbole de la guerre froide.

1962

En mai, l'AIEA organise son premier grand colloque sur la sûreté des réacteurs nucléaires afin de dresser un bilan global de la situation en matière de sûreté.

En juin, le Conseil de l'AIEA approuve les *Normes fondamentales de radioprotection* de l'Agence, sur lesquelles les pays peuvent fonder, et fondent effectivement, leurs normes et règlements nationaux (des éditions ultérieures, la dernière datant de 1994, ont actualisé ces normes).

Actualité mondiale: En octobre, dans les Caraïbes, la crise des missiles cubains fixe l'attention internationale sur les risques de prolifération de l'ère nucléaire et déclenche un processus de consultation entre pays d'Amérique latine visant à la dénucléarisation de la région. Traduisant une préoccupation mondiale face à l'éventuelle prolifération de la bombe, le président Kennedy appelle l'attention sur le fait que plus d'une vingtaine de pays dans le monde pourraient se doter de capacités de fabrication de l'arme nucléaire d'ici au milieu des années 70.

1963

Au lendemain de la crise cubaine, les Etats-Unis d'Amérique et l'Union soviétique commencent à rechercher un terrain d'entente dans les domaines du contrôle des armements nucléaires. Le Traité sur l'interdiction partielle des essais nucléaires est négocié, à l'initiative des Etats-Unis d'Amérique, de l'Union soviétique et du Royaume-Uni. Ce traité interdit les essais nucléaires dans l'atmosphère, sous l'eau et dans l'espace extra-atmosphérique. **A l'AIEA:** Le système des garanties de l'AIEA est étendu aux grands réacteurs, étape importante dans l'internationalisation des accords de garanties bilatéraux. Au Caire, le premier centre régional de radio-isotopes est créé sous l'égide de l'AIEA pour la formation de chercheurs venant des pays de la région.



1961:

Les premières inspections nucléaires dans le cadre du système des garanties de l'AIEA portent sur un réacteur de recherche en Norvège.

1964

La centrale nucléaire d'Oyster Creek aux Etats-Unis d'Amérique est construite dans le but de produire de l'électricité à un prix que de nombreux pays jugent abordable. Sa construction augmente l'intérêt porté aux centrales nucléaires pour la production d'électricité. L'AIEA commence à mettre en place des moyens plus importants dans le domaine du transfert de technologie, créant son Département de l'assistance technique ainsi qu'une division commune avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), qui a son siège à Rome. A Trieste, en Italie, l'AIEA inaugure le Centre international de physique théorique, qui fait fonction de centre de recherche et de formation pour les scientifiques de pays en développement. (Aujourd'hui, ce centre est géré par l'UNESCO avec l'appui de l'AIEA.) A Genève, la troisième Conférence internationale des Nations Unies sur les applications pacifiques de l'énergie nucléaire se tient en août, sous la présidence du professeur Emelyanov (URSS). **Essais nucléaires:** La Chine devient le cinquième pays ayant testé une arme nucléaire.

1967

Au Mexique, le Traité de Tlatelolco visant l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine est ouvert à la signature (il entre en vigueur le 25 avril 1969). Ce traité porte création d'une zone exempte d'armes nucléaires en Amérique latine et dans les Caraïbes. Il exige la conclusion de garanties généralisées avec l'AIEA. Un an plus tard, le Mexique devient le premier pays à soumettre l'ensemble de son programme nucléaire aux garanties de l'AIEA, en application de ce traité.

1968

Une idée que l'Irlande avait été la première à proposer officiellement dès 1958 se réalise: après des négociations intensives, un texte final du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) est adopté et le Traité est ouvert à la signature. Pour l'essentiel, ce traité fixe à cinq le nombre des Etats nucléaires déclarés (Etats-Unis d'Amérique, Union soviétique (aujourd'hui la Russie), Royaume-Uni, France et Chine), qui s'engagent à faire, de bonne foi, des efforts en faveur du désarmement. Aux autres Etats groupés sous le nom d'«Etats non dotés d'armes nucléaires», il est demandé de renoncer à l'option de l'arme et de conclure avec l'AIEA des accords de garanties généralisées relatifs à leurs matières nucléaires. Le Traité prévoit que ces Etats reçoivent une assistance pour bénéficier d'un transfert de technologie concernant les applications pacifiques de l'énergie nucléaire. Des conférences d'examen du Traité sont prévues tous les cinq ans pendant une période de 25 ans. (*Le Traité entre en vigueur en mars 1970, et en 1995 est prorogé*

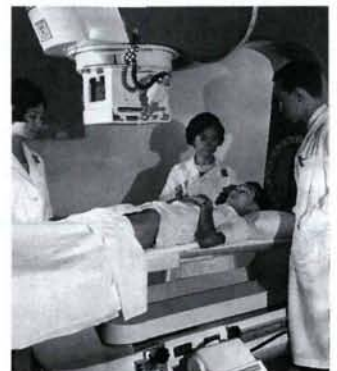


La création des Laboratoires de l'AIEA à Seibersdorf, en 1961, ouvre une nouvelle voie pour la coopération mondiale en matière

indéfiniment par les Parties. En juillet 1997, le Traité compte 185 Etats parties; parmi les Etats non parties au Traité, on trouve le Brésil, le Pakistan, l'Inde, Israël, qui n'y ont pas adhéré pour des raisons spécifiques liées à la politique ou à la sécurité. Dans le courant de l'année 1997, le Brésil a entrepris des démarches pour adhérer au Traité.) **Dans le domaine de la santé:** L'OMS se joint au programme de l'Agence qui prévoit la distribution postale de dosimètres en vue de mesurer les doses aux patients dans des centres de radiothérapie, renforçant ainsi les efforts entrepris pour encourager le respect de normes internationales.

1969

Les applications des techniques nucléaires et radiologiques dans les domaines de l'agriculture, de la médecine, de l'industrie et dans d'autres domaines continuent de gagner du terrain dans le monde entier, en particulier dans les pays en développement. Le nucléaire est utilisé comme source d'énergie lors des missions historiques d'Apollo, au cours desquelles trois astronautes installent un générateur atomique sur la Lune.



Dans les pays en développement, les années 60 ont été marquées par une utilisation croissante des techniques nucléaires et radiologiques pour les soins de santé.

LES ANNEES SOIXANTE-DIX: LE DOUBLE DEFI

1970

L'AIEA crée un comité des garanties chargé de la conseiller sur les responsabilités qui lui incombent en vertu du TNP, entré en vigueur en mars. En mai, l'AIEA lance une base de références bibliographiques, le Système international de documentation nucléaire (INIS), auquel participent des Etats Membres et qui assure la diffusion de l'*Atomindex*, de bandes magnétiques et de microfiches. En février 1969, le Conseil de l'AIEA a donné son feu vert à la création d'INIS tout en imposant des restrictions (qui seront levées en 1972) pour en contrôler la croissance et le coût. Dès le milieu des années 70, trente-cinq pays sont membres d'INIS, permettant ainsi à ce système de couvrir pas moins de 90 % des sources des publications nucléaires dans le monde.

1971



Le Président du Comité des garanties, Kurt Waldheim, qui deviendra plus tard secrétaire général de l'ONU et président de l'Autriche.

Le Comité Zangger (ainsi appelé du nom du professeur suisse Claude Zangger), composé d'Etats parties au TNP gros exportateurs d'équipements et de matières nucléaires, est créé dans le but d'interpréter les dispositions du TNP visant les exportations de matières nucléaires. Le Comité dresse une liste d'articles dont l'exportation exigerait l'application des garanties de l'AIEA. A Genève, l'ONU organise en septembre la quatrième Conférence internationale sur les utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire, à laquelle participent 1 800 représentants de 79 pays.

A Vienne, le Comité des garanties de l'AIEA achève ses travaux, notamment l'élaboration d'un modèle d'accord de garanties généralisées pour les Etats non dotés d'armes nucléaires parties au TNP. La Finlande est le premier pays à signer un accord de garanties TNP avec l'AIEA.

1972

La Conférence des Nations Unies sur l'environnement humain se tient à Stockholm. On y parle notamment des avantages écologiques de l'énergie nucléaire et de l'effet de serre. L'AIEA entreprend une étude de marché sur deux ans pour évaluer les perspectives de l'électronucléaire dans les pays en développement, en se concentrant sur la demande de réacteurs de petite puissance, et lance son premier accord de coopération technique régionale permanente dans le domaine nucléaire, l'Accord régional de coopération (RCA) pour l'Asie et le Pacifique, qui compte

aujourd'hui 17 pays participants. L'Agence continue à intensifier ses programmes sur la protection de l'environnement et sur la sûreté de la gestion des déchets nucléaires. A Londres, une conférence organisée sous les auspices de l'actuelle Organisation maritime internationale (OMI) adopte une convention interdisant l'immersion en mer de tous les types de déchets radioactifs, qui institue l'AIEA comme l'organisme compétent en matière de recommandations sur les déchets radioactifs.

1973

La crise du pétrole place les questions d'énergie au premier rang des préoccupations mondiales, lorsque les membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) limitent leurs livraisons de pétrole et que les prix quadruplent. Dans un premier temps, l'avenir



Charles Conrad, astronaute d'Apollo-12, à l'AIEA.

paraît souriant pour l'énergie nucléaire, puis il s'assombrit en raison de la hausse des prix de l'énergie qui modifie la conjoncture et entraîne des mesures d'économie de l'énergie contribuant à la longue à un ralentissement de la demande. **A l'AIEA:** En avril, l'AIEA et EURATOM signent un accord pour l'application des dispositions de contrôle au titre du TNP, pas décisif sur la voie de la vérification internationale. Le Conseil des gouverneurs de l'AIEA s'élargit

à 34 Etats Membres, dont la République fédérale d'Allemagne et l'Italie en qualité de membres désignés, et un nombre accru de pays en développement en qualité de membres élus. L'Agence accueille trois astronautes d'Apollo-12 qui ont posé le premier générateur atomique sur la Lune en 1969. L'AIEA lance, en collaboration avec l'OMM, un service postal de dosimétrie pour effectuer des comparaisons internationales en faisant appel aux données communiquées par des stations météorologiques du monde entier; ce service complète le réseau mondial de laboratoires d'hydrologie pour l'analyse isotopique des ressources mondiales en eau.

1974

Avec la première Conférence d'examen du TNP qui se profile à l'horizon, les questions des garanties et de la non-prolifération nucléaires gagnent en priorité au plan international. Le 18 mai, l'Inde, procédant à des essais, fait exploser un dispositif nucléaire qu'elle décrit comme «pacifique». Aux Etats-Unis, des mesures sont prises pour renforcer le régime de non-prolifération et la politique régissant les exportations nucléaires, processus qui conduit à l'examen des cycles du combustible nucléaire du point de vue des risques de prolifération qu'ils peuvent présenter.

Sûreté nucléaire: L'AIEA inaugure son programme de Normes de sûreté nucléaire (NUSS) pour l'élaboration de codes et de guides — révisés au fil des ans — portant sur la sûreté des centrales électronucléaires dans les domaines, notamment, de la conception, de la construction et de l'exploitation. **Electricité d'origine nucléaire:** Pour la première fois, l'AIEA sert d'intermédiaire pour la fourniture de combustible nucléaire destiné à des réacteurs de puissance, en concluant avec la Commission de l'énergie atomique des Etats-Unis des contrats de fourniture d'uranium enrichi au Mexique et à la Yougoslavie. **Cycle du combustible nucléaire:** L'AIEA commence à étudier la possibilité de centres régionaux de cycle du combustible nucléaire pour le retraitement de combustible et pour la gestion des déchets.

1975

A Londres, les Etats-Unis et d'autres grands fournisseurs de matières nucléaires du monde industrialisé se rencontrent en secret pour la première fois pour élaborer de nouvelles règles pour les exportations nucléaires. La réunion fait suite aux entretiens que les Etats-Unis et l'Union soviétique ont eus à Moscou à la fin de 1974 au sujet de la création d'un tel groupe, qui portera le nom de «Club de Londres». Aux Laboratoires de l'Agence à Seibersdorf, on achève de construire des installations spéciales destinées au Laboratoire d'analyse pour les garanties, centre de coordination d'un réseau mondial de laboratoires d'analyse d'échantillons de plutonium, d'uranium et d'autres matières.

1976

Conjointement avec l'OMS, l'AIEA fonde un réseau mondial de laboratoires secondaires d'étalonnage pour la dosimétrie, destiné à promouvoir des normes mondiales d'utilisation sûre des sources de rayonnements en médecine, dans l'industrie et dans d'autres domaines.

1977

En septembre, le Groupe des fournisseurs nucléaires parvient à un accord sur le contrôle des exportations de technologies nucléaires sensibles, publiant une liste appelée les «Directives de Londres». (Quinze ans plus tard, après l'affaire iraquienne, le Groupe décidera d'exiger l'application des garanties généralisées de l'AIEA comme condition de la fourniture à des Etats non dotés d'armes nucléaires.) A Vienne, l'Evaluation internationale du cycle du combustible (INFCE) s'attelle aux problèmes interdépendants liés aux applications pacifiques de l'énergie nucléaire et aux risques de prolifération accrue qu'elles peuvent présenter; l'évaluation sera achevée en 1980. Ce travail renforce encore l'appui au système des garanties de l'AIEA en tant qu'élément clé du régime de non-proliféra-



En 1979, l'AIEA quitte le centre ville pour s'installer au Centre international de Vienne.

tion. L'Accord de garanties entre l'AIEA et EURATOM entre en vigueur, coordonnant les responsabilités respectives en matière d'inspection et soumettant aux vérifications de l'AIEA toutes les centrales nucléaires et les installations de retraitement et d'enrichissement des Etats de la zone EURATOM non dotés d'armes nucléaires. **Conférence sur l'électronucléaire:** L'AIEA organise à Salzbourg l'importante Conférence internationale sur l'énergie d'origine nucléaire et son cycle du combustible, qui fait suite aux quatre conférences organisées par l'ONU; près de 2 000 représentants y participent.

1978

Les Etats-Unis adoptent la loi sur la non-prolifération nucléaire, imposant des restrictions aux exportations de technologie nucléaire et réaffirmant l'appui au renforcement de l'AIEA et de son système de garanties nucléaires généralisées. Des garanties généralisées sont une condition préalable à la fourniture de matières nucléaires.

Fusion: L'AIEA lance, sous le nom d'INTOR, une série d'ateliers sur la conception d'un grand réacteur de fusion «de prochaine génération».

1979

Le Centre international de Vienne ouvre ses portes sur les bords du Danube. L'AIEA quitte le centre ville pour s'y installer. Aux Etats-Unis, un accident survenu dans une centrale nucléaire le 28 mars au site de Three Mile Island près d'Harrisburg (Pennsylvanie) fait les gros titres de la presse. C'est le premier accident de centrale nucléaire à avoir un retentissement international. Des études effectuées après l'accident révèlent des rejets radioactifs négligeables. L'accident n'entraîne aucun décès ni blessure, mais la destruction d'une tranche nucléaire qui coûte à la compagnie d'électricité une longue et vaste opération de décontamination estimée à plus de un milliard de dollars. A Vienne, un groupe d'experts de l'AIEA est créé pour élaborer des guides sur la planification pour les cas d'urgence et l'intervention d'urgence.

LES ANNEES QUATRE-VINGT: LES PRIORITES EVOLUENT

1980

A Genève, la deuxième Conférence d'examen du TNP, n'arrivant pas à un accord sur une déclaration finale, se trouve dans l'impasse. Deux questions dominent: les fournitures nucléaires et l'interdiction des essais nucléaires. Plus tard dans l'année, l'Assemblée générale des Nations Unies adopte une résolution pour organiser, avec la contribution de l'AIEA, la Conférence des Nations Unies pour la promotion de la coopération internationale dans le domaine des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire. (La Conférence, prévue pour 1983, ne se tiendra finalement pas avant 1987.) A l'AIEA, les Etats Membres créent le Comité pour la sécurité des approvisionnements (CSA) pour instaurer des procédures relatives au commerce nucléaire mondial et à la coopération pour le transfert des applications pacifiques conformes aux objectifs de non-prolifération. L'Agence lance le Système de documentation sur les réacteurs de puissance (PRIS), base de données informatisée qui devient la première source autorisée au monde sur la situation et les tendances de l'électronucléaire.

1981



M. Eklund et M. Blix.

En juin, Israël attaque le réacteur de recherche nucléaire irakien de Tamuz, de construction française, parce qu'il soupçonne l'Iraq d'utiliser ce réacteur à des fins de recherche militaire. Le réacteur était soumis aux garanties de l'AIEA. Cette attaque est vivement critiquée par la communauté internationale.

En novembre 1981, M. Eklund, directeur général de l'AIEA, fait rapport au Conseil de sécurité de l'ONU sur l'affaire de Tamuz. *Direction de l'AIEA*: En septembre, la Conférence générale nomme M. Hans Blix, ancien ministre suédois des affaires étrangères, au poste de Directeur général pour un premier mandat de quatre ans à compter de décembre 1981.

1982

Les progrès de la coopération nucléaire internationale sont évalués, tandis que l'AIEA fête son 25^e anniversaire à Vienne. Prenant de nouvelles mesures à l'appui de la coopération régionale, l'Agence conclut les arrangements ARCAL pour la promotion des sciences et de la technologie nucléaires en Amérique latine, auxquels dix-neuf Etats Membres sont aujourd'hui parties. L'AIEA et l'AEN s'attachent à étendre l'exploitation du Système de notification des incidents, banque de données aujourd'hui exploitée conjointement par les deux agences, qui permet d'analyser les événements d'une centrale importants pour la sûreté. En septembre 1982, la Conférence générale de l'AIEA rejette les pouvoirs de la délégation israélienne.

En signe de protestation, les Etats-Unis retirent temporairement leur appui à l'AIEA.

1983

En février, le Directeur général, M. Blix, rend compte au Conseil de l'issue des discussions concernant le retrait des Etats-Unis et se félicite de la décision de ces derniers de reprendre leur place à l'Agence. A la conférence historique de l'AIEA sur la gestion des déchets radioactifs organisée à Seattle (Etats-Unis), les experts internationaux s'accordent pour estimer que la technologie requise pour l'évacuation sûre des déchets radioactifs est disponible.

1984

Dans le cadre de sa politique d'ouverture à la communauté internationale, la Chine devient Membre de l'AIEA. La Division mixte FAO/AIEA fête son 20^e anniversaire de coopération aux fins du développement agricole. L'Agence procède à une nouvelle enquête mondiale sur l'offre et la demande de centrales nucléaires de faible puissance. Trois organisations — l'AIEA, l'OMS et la FAO — créent le Groupe consultatif international sur l'irradiation des denrées alimentaires pour conseiller les gouvernements sur la sûreté, la réglementation et d'autres aspects concernant l'application de cette technologie qui suscite d'autant plus l'intérêt qu'elle concerne la santé publique et le commerce international.



1985

A la troisième Conférence d'examen du TNP à Genève, les Parties ne parviennent pas à adopter la déclaration finale en raison du désaccord qui subsiste sur des questions clés ayant trait au désarmement et au transfert des techniques nucléaires pacifiques. En novembre a lieu la première réunion au sommet entre Mikhaïl Gorbatchev, récemment élu à la tête de l'Union soviétique, et Ronald Reagan, président des Etats-Unis.



1986

Le 26 avril se produit à la centrale nucléaire de Tchernobyl (Union soviétique) un accident au bilan catastrophique: destruction de la tranche 4 du réacteur, des morts, des blessés, et libération de substances radioactives au-delà des frontières du pays; l'accident est en premier lieu détecté et signalé par des experts suédois et finlandais.

En outre, l'AIEA accueille une conférence d'étude de la situation après l'accident, qui constitue le premier compte rendu de l'accident faisant autorité dans le monde. Les services d'analyse des laboratoires de l'AIEA à Vienne, à Seibersdorf et à Monaco sont mobilisés pour appuyer les évaluations de l'impact radiologique de Tchernobyl. En septembre, à la suite des travaux de groupes préparatoires d'experts, les Etats Membres de l'AIEA adoptent deux conventions internationales, l'une sur la notification rapide d'un accident nucléaire, l'autre sur l'assistance en cas d'accident nucléaire ou de situation d'urgence radiologique, et approuvent un programme de sûreté nucléaire de plus grande ampleur. L'Agence crée le Système pour les interventions d'urgence à l'appui de ses conventions. Les questions de sûreté des centrales nucléaires, de protection radiologique, de gestion des déchets, de santé et d'environnement passent au premier rang des préoccupations de la communauté internationale et de l'AIEA, tandis que, dans de nombreux pays, on réévalue l'avenir de l'électronucléaire. **Non-prolifération:** En décembre entre en vigueur le Traité de Rarotonga, qui porte création d'une zone exempte d'armes nucléaires dans le Pacifique Sud. Il exige les garanties généralisées de l'AIEA. **Soins de santé:** L'AIEA lance le premier projet régional sur le radio-immunos dosage des hormones thyroïdiennes, auquel participent 123 laboratoires dans 13 pays d'Asie et du Pacifique. Dix ans durant, ce projet va renforcer sensiblement les services de diagnostic et les programmes de dépistage des déficiences thyroïdiennes.

1987

Le Conseil des gouverneurs de l'AIEA passe de 34 à 35 Membres pour pouvoir accueillir la Chine. La Convention sur la protection physique des matières nucléaires, élaborée sous les auspices de l'AIEA, entre en vigueur. Les Etats parties sont tenus d'assurer la protection des matières nucléaires lors du transport international sur leur territoire ou dans les zones relevant de leur juridiction. En octobre, des représentants de la Communauté européenne, du Japon, des Etats-Unis et de l'Union soviétique — les quatre dans le monde à avoir des programmes importants sur la fusion nucléaire — décident de recommander aux autorités gouvernementales respectives de collaborer, sous les auspices de l'AIEA, à la conception d'un réacteur thermonucléaire expérimental international (ITER) et d'entamer des études préliminaires au début de 1988. En novembre, l'Agence s'attache à mobiliser des ressources dans les Etats Membres pour répondre à une demande d'assistance d'urgence du Brésil, après l'accident radiologique de Goiânia dans lequel quatre personnes ont trouvé la mort et d'autres



L'AIEA accueille la Conférence sur l'étude de la situation après l'accident, à la suite de la catastrophe nucléaire survenue à Tchernobyl en avril 1986. L'étude constitue le premier compte rendu de l'accident faisant autorité dans le monde.

ont été hospitalisées à la suite de la manipulation sans précaution d'une vieille source de rayonnements. Une vaste opération de décontamination du site est prévue et lancée.

1988



Une maladie mortelle pour le bétail, propagée par la lucilie bouchère du Nouveau Monde, fait son apparition en Libye et menace l'Afrique du Nord. L'AIEA, la FAO et d'autres organisations joignent leurs efforts pour éradiquer

l'insecte en utilisant une technique faisant appel aux rayonnements (technique de l'insecte stérile), mise au point aux Laboratoires de l'Agence à Seibersdorf dans les années 60 et utilisée avec succès depuis au Mexique, au Chili, au Guatemala, en Tanzanie et dans d'autres pays. Le programme sera lancé en 1989 et permettra de débarrasser la Libye de ce fléau dès juin 1992, soit environ un an plus tôt — et à un coût de quelques millions de dollars de moins que ce qui avait été prévu.

1989

L'AIEA présente à l'ONU un rapport sur les contributions pratiques de l'énergie nucléaire et sur les activités de l'Agence aux fins d'un développement durable et écologiquement rationnel. Le document examine de manière critique les conclusions de la Commission mondiale sur l'environnement et le développement en rapport avec l'énergie nucléaire, qui ont été présentées à l'ONU en 1987. **Sûreté radiologique:** Pour la première fois, l'URSS publie un rapport sur l'accident radiologique survenu en 1957 sur le site militaire de Khshtym dans le sud des monts Oural.

LES ANNEES QUATRE-VINGT-DIX: LES NOUVELLES REALITES

1990

La quatrième Conférence d'examen du TNP se tient à Genève; aucune déclaration finale n'est publiée. En octobre, la réunification de l'Allemagne de l'Est et de l'Allemagne de l'Ouest reflète l'évolution politique de l'Europe orientale et annonce de manière spectaculaire la fin de la guerre froide et la dissolution du bloc politico-militaire soviétique. **Sûreté nucléaire:** En mai, l'AIEA et l'Agence pour l'énergie nucléaire de l'Organisation de coopération et de développement économiques instituent l'Echelle internationale des événements nucléaires (INES) destinée à standardiser les notifications d'incidents et d'accidents nucléaires dans le monde.

Déchets radioactifs: Le Conseil de l'AIEA approuve l'élaboration d'une série de normes de sûreté pour la gestion des déchets radioactifs. En septembre, les Etats Membres de l'AIEA adoptent un code de bonne pratique sur le mouvement transfrontière international de déchets radioactifs. **Non-prolifération nucléaire:** L'Argentine et le Brésil publient une déclaration de politique nucléaire commune. **Coopération régionale:** L'Accord régional de coopération pour l'Afrique sur la recherche, le développement et la formation dans le domaine de la science et de la technologie nucléaires (AFRA) entre en vigueur; à ce jour, 21 pays de la région y ont adhéré.

1991

La Chine et la France annoncent leur intention de signer le TNP; la Zambie, la Tanzanie, l'Afrique du Sud et le Zimbabwe y adhèrent respectivement en mai, juin, juillet et septembre. En septembre, l'Afrique du Sud signe un accord de garanties avec l'AIEA. L'Argentine et le Brésil décident de créer un système commun de vérification aux fins de l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire, qui implique l'acceptation des garanties généralisées de l'AIEA.

1991 JANVIER/FEVRIER

Guerre du Golfe. Sous l'égide de l'ONU, une coalition d'Etats entreprend des actions militaires contre l'Iraq pour faire appliquer les résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU exigeant que ce pays se retire du Koweït, qu'il a envahi en août 1990. Lors du conflit, les installations nucléaires irakiennes sont en grande partie détruites.

1991 AVRIL/MAI

En avril, en application des dispositions du cessez-le-feu mettant fin à la guerre du Golfe, des inspections nucléaires en Iraq sont demandées en vertu de la résolution 687 du Conseil de sécurité de l'ONU exigeant le démantèlement des capacités de fabrication d'armes nucléaires, chimiques et biologiques de l'Iraq, que supervisera la Commission

spéciale de l'ONU récemment formée. L'AIEA crée un groupe d'action pour assumer ses responsabilités au titre de la résolution du Conseil de sécurité, et les inspections commencent en mai 1991. Le Conseil des gouverneurs de l'AIEA étudie des mesures visant à renforcer les garanties.

1991 MAI/JUIN

En mai, des experts du monde entier se réunissent à Helsinki lors du Colloque international sur l'électricité et l'environnement, que l'AIEA parraine avec d'autres organismes internationaux. Les discussions portent sur des évaluations comparatives de l'énergie nucléaire et d'autres grandes sources de production d'électricité. A la fin du mois de mai sont publiés les résultats du Projet international sur Tchernobyl (projet d'un an auquel ont participé plus de 100 scientifiques et quatre organisations internationales, à savoir l'Organisation mondiale de la santé, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, la Commission des Communautés européennes et le Comité scientifique des Nations Unies pour l'étude des effets des rayonnements ionisants). Le projet consistait à évaluer la situation radiologique dans 2 225 localités de trois républiques (le Bélarus, la Russie et l'Ukraine), où vivent environ 825 000 personnes. Il ne concernait pas les «liquidateurs», ou travailleurs chargés de la décontamination après l'accident de Tchernobyl. Les équipes du projet ont détecté chez les personnes examinées des troubles de santé importants mais aucun effet qui pourrait être attribué à la radioexposition. Toutefois, elles mettent en garde contre une augmentation éventuelle des cancers de la thyroïde chez les enfants exposés dans les années à venir et demandent instamment de poursuivre la surveillance. **Sûreté nucléaire en Europe orientale:** En juin, un projet de l'AIEA sur la sûreté des anciennes centrales nucléaires de conception soviétique en Bulgarie, en République tchèque et en Russie fait état de graves insuffisances sur le plan de la sûreté dans la plupart des centrales par rapport aux normes occidentales. Une aide technique et financière est octroyée par le biais de la Commission des Communautés européennes, de l'Union mondiale des exploitants nucléaires et d'autres instances.

1991 SEPTEMBRE/DECEMBRE

Inspections nucléaires en Iraq: En septembre, la une des journaux du monde entier est consacrée à la sixième équipe d'inspection de l'AIEA, retenue pendant quatre jours par les autorités irakiennes qui lui refusent l'accès aux documents et aux installations qu'elle souhaite inspecter. Le Conseil de sécurité intervient pour résoudre le conflit et l'équipe est relâchée, emportant les preuves d'un programme iraquien clandestin d'enrichis-

sement de l'uranium, et notamment d'achats à l'étranger de composants indispensables pour le procédé d'enrichissement par centrifugation. **Adhésions à l'AIEA:** En septembre, la Conférence générale approuve l'entrée à l'Agence des Etats baltes nouvellement indépendants, à savoir l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie. L'Ukraine et le Bélarus informent l'AIEA du changement de leur appellation officielle. L'URSS annonce à l'AIEA qu'elle ne sera pas en mesure de verser ses contributions (environ 20 millions de dollars pour 1991), déclenchant ainsi une crise financière. Le budget de l'Agence pour 1992 est systématiquement réduit de 13 %. En décembre, l'URSS est officiellement dissoute; la Communauté d'Etats indépendants voit le jour. L'éclatement de l'Union soviétique signe la fin de la guerre froide.

1992 JANVIER/FEVRIER

Le 31 janvier, à New York, le Conseil de sécurité affirme, dans une déclaration au sommet, que «la prolifération de toutes les armes de destruction massive constitue une menace pour la paix et la sécurité internationales». Il souligne plus particulièrement le rôle capital de garanties de l'Agence réellement efficaces et la décision de ses membres de prendre des «mesures appropriées» en cas de toute violation qui serait portée à son attention par l'AIEA. De Moscou, le nouveau président russe, Boris Eltsine, informe l'AIEA que la Fédération de Russie succède à l'ancienne Union soviétique en qualité de Membre de l'Agence; des responsables déclarent qu'ils prendront toutes les mesures possibles pour verser les contributions dues. **Désarmement/sécurité nucléaire:** La fin de la guerre froide, considérée d'une manière générale comme un signe d'un réchauffement du climat politique international, améliore les perspectives dans les domaines de la non-prolifération et de la maîtrise des armements. Le président Eltsine annonce des réductions d'armes importantes et déclare que les armes nucléaires sont sous contrôle de la Fédération de Russie (des bombes atomiques stratégiques se trouvent également sur le territoire de l'Ukraine, du Kazakhstan et du Bélarus). L'AIEA propose une aide pour la vérification des matières nucléaires provenant d'armes nucléaires démantelées dans l'ancienne URSS. **Garanties:** En février, le Conseil de l'AIEA, après avoir examiné diverses mesures, en adopte plusieurs visant à renforcer le système de garanties et de vérification de l'Agence. Fait significatif, il réaffirme le droit de l'Agence à demander des inspections spéciales dans les Etats ayant des accords de garanties généralisées.

1992 AVRIL

La République populaire démocratique de Corée (RPDC) signe avec l'AIEA un accord de garanties TNP qui



En avril 1991, l'Agence a créé un groupe d'action chargé d'exécuter des inspections en Iraq en application de la résolution 687 du Conseil de sécurité de l'ONU. Les inspections ont commencé un mois plus tard.

entre en vigueur en avril 1992. Des inspections de l'AIEA commencent en RPDC en mai 1992. La Syrie se déclare prête à conclure un accord de garanties TNP. La Libye et l'Iran donnent à des représentants de l'AIEA l'assurance que leurs programmes nucléaires sont destinés uniquement à des fins pacifiques. La Chine et la France adhèrent au TNP en mars et en août, respectivement. Parmi les nouveaux Etats indépendants issus de l'ancienne URSS, l'Estonie, l'Ouzbékistan et l'Azerbaïdjan deviennent Parties au TNP. En collaboration avec les autorités de ces pays et d'autres pays, l'AIEA entreprend des activités préparatoires pour l'application des garanties dans les nouveaux Etats indépendants. A Bruxelles, le Directeur général de l'AIEA et le Commissaire d'EURATOM concluent un accord sur le lancement d'une «nouvelle formule de partenariat» destinée à rendre plus efficace et plus efficiente l'application des garanties dans l'Union européenne.

1992 JUIN

La Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement — le «sommet de la Terre» — organisée en juin à Rio de Janeiro (Brésil) adopte le programme «Action 21», qui préconise des mesures pour assurer un développement mondial durable. L'Agence est chargée des questions relatives aux déchets nucléaires. Le très écologique Club de Rome (groupe s'intéressant aux problèmes planétaires), revenant sur son opinion, déclare qu'il appuie désormais le développement futur de l'énergie nucléaire, tout en émettant des réserves à propos de la sûreté, compte tenu des problèmes écologiques liés à l'utilisation des combustibles fossiles. L'AIEA lance un grand projet interorganisations, DECADES, sur l'évaluation comparative des diverses sources d'énergie pour la production d'électricité. Ce projet fait appel au savoir-faire international et aux outils et modèles informatiques mis au point dans le cadre d'activités appuyées par l'AIEA depuis le début des années 70. Les programmes appuyés par l'AIEA relatifs aux applications des rayonnements et de l'atome visant à améliorer les processus



En 1994, après la décision du Gouvernement d'abandonner son programme d'armement nucléaire, l'Afrique du Sud offre à l'AIEA un symbole de son engagement en faveur des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire.

industriels et la protection de l'environnement soulèvent également un vif intérêt. **Sûreté nucléaire:** Un programme concerté d'assistance multilatérale est formulé pour améliorer la sûreté des centrales nucléaires de conception soviétique en exploitation en Europe centrale et orientale (il inclut une aide technique de l'AIEA, l'ensemble étant coordonné par la CCE au nom du Groupe des 24 pays industrialisés de l'OCDE).

1992 NOVEMBRE/DECEMBRE

A Rome, la première Conférence mondiale sur la nutrition, coparrainée par la FAO et l'OMS, publie une «déclaration mondiale» sur les problèmes de nutrition et de santé. Celle-ci est adoptée par des ministres et de hauts responsables de plus de 150 pays. L'intérêt s'accroît pour les travaux conduits avec l'AIEA dans ce domaine qui comportent l'application des isotopes aux études sur la santé et la nutrition, et qui aujourd'hui concernent plus de 30 pays.

1993

Préparatifs de la Conférence d'examen du TNP:

L'échéance de la prorogation du TNP étant imminente, la cinquième Conférence d'examen du TNP prend une importance particulière. Le Comité préparatoire tient sa première réunion en mai à New York. Des voix se font entendre en faveur des travaux de l'AIEA et d'initiatives visant à renforcer les garanties internationales. En avril, les 28 membres du Groupe des fournisseurs nucléaires adoptent des mesures de contrôle plus strictes sur les exportations nucléaires en exigeant l'application des garanties généralisées de l'AIEA. Le Bélarus adhère au TNP en février. En décembre, le Ministre algérien des affaires étrangères déclare que son pays a décidé d'adhérer au TNP, ce qu'il fait ultérieurement. **Sûreté nucléaire/radioprotection dans l'ex-URSS:**

Un programme de coopération AIEA/PNUD visant à aider les Etats nouvellement indépendants à mettre en place leurs systèmes de radioprotection et de sûreté nucléaire, notamment en ce qui concerne le contrôle et l'utilisation des sources de rayonnements, voit le jour.

Evaluations radiologiques : En collaboration avec la Russie et la Norvège, l'AIEA lance un projet de quatre ans destiné à évaluer les effets de l'immersion de déchets radioactifs dans les mers arctiques. **Maîtrise des armements/désarmement:** Les Etats-Unis et la Russie signent le deuxième Traité sur la réduction et la limitation des armements stratégiques offensifs (START-2), en vertu duquel leurs arsenaux nucléaires respectifs ne compteront plus qu'environ 3 500 ogives d'ici à 2003. Dans le cadre du traité START-1, chacune des deux parties s'était engagée à réduire ses armes nucléaires stratégiques à environ 6 500 ogives d'ici l'an 2000. Bien que les deux traités demandent la destruction des missiles et des bombardiers et non celle des ogives, les deux pays commencent à démanteler volontairement leurs armes nucléaires excédentaires.

1993 JANVIER

La Convention longuement attendue sur l'interdiction des armes chimiques, qui a fait l'objet de débats pendant plus de 25 ans, est ouverte à la signature. Il est visible que les Etats deviennent davantage enclins à accorder des droits et des responsabilités importants à une autorité de vérification internationale, ce qui a certaines implications pour l'évolution du système des garanties de l'Agence. Le siège du Secrétariat de la Convention est à La Haye (Pays-Bas).

1993 FEVRIER/MARS

Les questions de non-prolifération nucléaire et des garanties occupent davantage l'attention, suite aux événements en RPDC et en Afrique du Sud. **Pour ce qui est de la RPDC,** l'analyse faite par l'AIEA des échantillons prélevés et des mesures effectuées lors des inspections de vérification faisant ressortir des «incohérences», la question se pose de savoir si la RPDC n'a pas plus de plutonium qu'elle ne l'a déclaré à l'Agence. L'AIEA s'efforce en vain de résoudre ces incohérences avec les autorités. En mars, le Gouvernement de la RPDC annonce son intention de se retirer du TNP sous prétexte d'atteintes à ses intérêts suprêmes. Cette décision suit l'adoption par le Conseil des gouverneurs de l'AIEA d'une résolution estimant que la RPDC ne respecte pas son accord de garanties, parce qu'elle ne permet pas à l'Agence de vérifier l'exhaustivité et l'exactitude du stock nucléaire précédemment déclaré par la RPDC. Plus précisément, les autorités de la RPDC ont refusé à l'AIEA l'accès à des sites considérés comme essentiels pour les activités de vérification de

l'Agence dans le pays. En mai 1993, le Conseil de sécurité de l'ONU approuve la position de l'AIEA et prie instamment la RPDC de revenir sur son intention de se retirer du TNP. En juin 1993, à la suite de discussions bilatérales entre les Etats-Unis et la RPDC, la RPDC annonce qu'elle a «suspendu» sa décision de se retirer. D'autres pourparlers suivent et l'AIEA poursuit ses efforts en vue de mener ses activités de vérification.

Pour ce qui est de l'Afrique du Sud, le président de Klerk annonce en mars que son pays a abandonné son programme d'armement nucléaire avant de signer le TNP, parce qu'il n'y avait plus de raisons de maintenir l'option nucléaire. Il invite l'AIEA, dans le cadre général de son travail de vérification en Afrique du Sud, à envoyer des inspecteurs sur les sites affectés à l'ancien programme. Des équipes techniques de l'AIEA se rendent à cette fin en Afrique du Sud en mai et en juin.

1993 JUIN

Le Conseil de l'AIEA entreprend l'examen d'un programme intitulé «Programme 93+2» visant à renforcer l'efficacité des garanties et à améliorer l'efficacité du système. Entre autres objectifs, il s'agit pour l'AIEA d'obtenir un accès plus large aux informations et aux sites dans le cadre d'accords de garanties généralisées, afin de lui permettre de vérifier l'absence ou l'existence d'activités nucléaires non déclarées.

1993 SEPTEMBRE

La Conférence générale de l'AIEA adopte des résolutions qui appuient les mesures visant à renforcer les activités de l'Agence dans les domaines des garanties, de la sûreté nucléaire et radiologique, et de la coopération technique.

Adhésions à l'Agence: Sept pays deviennent Membres de l'Agence : l'entrée à l'Agence de la Slovaquie, de la République tchèque, des Iles Marshall, de l'Arménie et du Kazakhstan est approuvée par la Conférence générale en septembre; la Lituanie et l'Ouzbékistan deviennent officiellement Membres de l'Agence en novembre 1993 et en janvier 1994, respectivement. **Protection physique:** Une conférence sur la Convention sur la protection physique des matières nucléaires, organisée à Vienne, réaffirme le soutien inconditionnel des Parties à la Convention et confirme que celle-ci constitue une base solide pour la protection physique pendant le transport international des matières.

1994

Nouvelles tâches de vérification possibles: Sous les auspices de la Conférence sur le désarmement, des mesures sont prises pour négocier un traité d'inter-



La protection des bovins contre le fléau de la peste bovine fait l'objet d'une campagne d'éradication dans toute l'Afrique.

diction totale des essais nucléaires, dans le cadre duquel certains Etats voient pour l'Agence un rôle possible de vérification et d'appui. L'AIEA poursuit également ses consultations avec les Etats-Unis au sujet de leur décision de soumettre aux garanties de l'Agence certaines des matières nucléaires excédentaires provenant de leurs programmes d'armement. Par ailleurs, les Etats-Unis et la Russie annoncent la création d'un groupe de travail chargé d'étudier la question de la réduction des armements nucléaires et la possibilité de soumettre une partie des matières fissiles aux garanties de l'AIEA. Les pourparlers concernant l'éventualité d'un rôle à jouer pour l'AIEA en matière de stockage du plutonium, compte tenu des quantités provenant du démantèlement des armes nucléaires et de l'importance des stocks commerciaux existants, se poursuivent également. En Afrique, les perspectives de conclusion d'un traité instaurant une zone dénucléarisée s'améliorent. **Evaluation radiologique:** A la demande du Kazakhstan, l'Agence mène à bonne fin une évaluation radiologique préliminaire du site d'essais nucléaires de Semipalatinsk. Les résultats font apparaître que les doses de rayonnement à la population de la région sont faibles, mais que l'accès à certaines zones devra continuer d'être restreint et qu'il convient d'entreprendre d'autres études sur les niveaux de plutonium dans le sol et de radionucléides dans l'eau potable. **Coopération technique:** Dans le cadre des efforts visant à renforcer les programmes, un séminaire d'examen des orientations lance une redéfinition de la stratégie de l'Agence en matière de coopération technique. Il est axé sur trois thèmes: renforcement des infrastructures de radioprotection et de gestion des déchets; nécessité d'une planification systématique au niveau des pays; et renforcement de l'impact de la coopération technique de l'Agence pour atteindre les utilisateurs finals de la technologie. Les projets modèles nouvellement définis, les aperçus de programmes de pays et la planification thématique deviennent des éléments essentiels de la nouvelle stratégie. **Santé animale:** Un grand projet mixte FAO/AIEA en Afrique donne de bons résultats en aidant les pays à éradiquer la peste bovine, maladie virale mortelle pour le bétail qui dévaste les cheptels.



En février 1994, l'Agence supervise la dernière expédition de combustible irradié provenant d'Iraq à destination de la Fédération de Russie.

1994 JANVIER/FEVRIER

Inspections nucléaires en Iraq: En février, l'Agence supervise la dernière expédition de combustible irradié iraquien, qui est envoyé en Russie sous contrat. L'opération consiste à retirer d'Iraq toutes les matières de qualité militaire déclarées; les travaux de l'Agence se poursuivent dans le cadre d'un plan de vérification et de contrôle continus des activités nucléaires irakiennes. **Evacuation des déchets:** En février, l'interdiction d'évacuer des déchets radioactifs en mer prend effet en vertu de la Convention de Londres sur l'immersion des déchets; le rôle technique de l'AIEA au titre de la Convention consiste à définir les niveaux de radioactivité au-dessous desquels des matières peuvent être considérées comme n'étant pas visées par cette interdiction. **Garanties et non-prolifération:** Le Kazakhstan adhère au TNP en février. En mars 1994, un accord quadripartite entre l'AIEA, l'ABACC, l'Argentine et le Brésil, en vertu duquel ces deux pays acceptent les garanties de l'AIEA sur toutes leurs activités nucléaires, entre en vigueur. De nouveaux pas sont faits dans le cadre du Traité de Tlatelolco en Amérique latine en vue de créer une zone exempte d'armes nucléaires; le Traité entrant en vigueur pour l'Argentine et le Chili au début de l'année 1994, la perspective d'une application intégrale du Traité prend forme.

1994 JUIN/JUILLET

La RPDC annonce qu'elle se retire de l'Agence; son accord de garanties avec l'Agence reste en vigueur. Cette mesure est prise suite à la résolution adoptée le 10 juin par le Conseil des gouverneurs, dans laquelle celui-ci pria de nouveau instamment la RPDC de coopérer pleinement avec l'Agence pour lui permettre de vérifier ses activités nucléaires et suspendait l'assistance technique non médicale à ce pays. Le Conseil de sécurité de l'ONU, qui a été tenu au courant de l'évolution de l'application des garanties en RPDC, continue d'appuyer la position de l'AIEA. A la suite de la visite privée en RPDC de l'ex-président des Etats-Unis, Jimmy Carter, en vue

de pourparlers, les Gouvernements des Etats-Unis et de la RPDC prévoient d'autres entretiens sur la situation nucléaire et diverses questions à Genève; les Etats-Unis annoncent qu'il ne peut y avoir aucun progrès tant que la RPDC n'accepte pas intégralement les garanties internationales de l'AIEA. Des inspecteurs des garanties de l'AIEA restent en RPDC pour surveiller les opérations à la centrale nucléaire expérimentale, qui a été réalimentée en combustible en mai/juin. Son accès à la centrale pendant la période de rechargement en combustible ayant fait l'objet de restrictions, l'AIEA déclare qu'elle ne peut plus vérifier l'histoire du cœur du réacteur et exclure l'éventualité d'un détournement de matières nucléaires dans le passé. En ce qui concerne le combustible retiré au cours de l'été, l'Agence annonce qu'il est sous garanties et n'a pas été détourné.

1994 SEPTEMBRE

Deux jalons en matière de sûreté nucléaire sont posés: premièrement, la Convention sur la sûreté nucléaire, adoptée en juin, est ouverte à la signature à la Conférence générale de l'AIEA à Vienne. Elle est le premier instru-



L'Autriche est l'un des premiers signataires de la Convention sur la sûreté nucléaire.

ment juridique international qui oblige les pays à adopter des normes fondamentales de sûreté pour les centrales nucléaires terrestres. Quarante-neuf pays la signent. La Conférence générale adopte une résolution en vue de la préparation d'une convention internationale sur la sûreté de la gestion et du stockage des déchets radioactifs. Deuxièmement, le Conseil de l'AIEA approuve la nouvelle édition des *Normes fondamentales internationales de protection contre les rayonnements ionisants et de sûreté des sources de rayonnements*, que

l'Agence a établie en collaboration avec cinq autres organisations. Les Normes sont le fruit d'un consensus international sur les points essentiels de la sûreté radiologique.

1994 OCTOBRE/NOVEMBRE

Les discussions bilatérales entre les Etats-Unis et la RPDC aboutissent à la conclusion d'un «cadre agréé» le 21 octobre à Genève. La RPDC accepte de «geler» son programme nucléaire existant et les Etats-Unis sont prêts à l'aider en fournissant des réacteurs à eau ordinaire pour la production d'électricité, qui seront soumis aux garanties intégrales de l'AIEA. L'accord de garanties entre l'AIEA et la RPDC reste valide et

toujours en vigueur, mais ne sera pleinement appliqué que lorsqu'une partie significative du projet de réacteurs sera exécutée. En novembre, une équipe de l'AIEA se rend en RPDC et confirme que les installations soumises au gel ne sont pas en service et que leur construction est arrêtée. L'Agence organise une présence continue de ses inspecteurs des garanties en RPDC. **Questions radiologiques:** En octobre, la Conférence internationale intitulée «Rayonnement et société», organisée par l'AIEA à Paris, réunit 400 responsables gouvernementaux, spécialistes et représentants des médias de 51 pays, qui étudient les moyens d'améliorer la communication et la compréhension des risques radiologiques.

Trafic illicite: En novembre, en réponse aux préoccupations croissantes qu'ont fait naître certains rapports et à une résolution adoptée par la Conférence générale de l'AIEA en septembre 1994, des experts gouvernementaux se réunissent pour examiner les problèmes du trafic illicite de matières nucléaires et l'aide que pourrait apporter l'AIEA aux Etats dans ce domaine.

1995 JANVIER/FEVRIER

L'Argentine et l'Algérie adhèrent officiellement au TNP, le 10 et le 12 janvier respectivement. Suite à son adhésion au TNP en 1994, l'Ukraine conclut un accord avec l'AIEA en vue de l'application des garanties.

Alimentation et agriculture: Selon des rapports évaluant les progrès accomplis au cours des dernières décennies, environ 1 800 nouvelles variétés de mutants de 150 espèces de plantes cultivées ont été plantées dans 52 pays, en grande partie par des sélectionneurs nationaux qui utilisent, souvent avec l'aide de la FAO/AIEA, des techniques faisant appel aux rayonnements.

1995 MARS/AVRIL

A ses réunions de mars, le Conseil de l'AIEA approuve la proposition du Directeur général visant à créer un Groupe consultatif permanent sur l'assistance et la coopération techniques (SAGTAC), dont les 12 membres provenant d'Etats Membres en développement et industrialisés donneront des avis sur la stratégie, les orientations et l'efficacité des programmes. En avril, le Bélarus qui, comme le Kazakhstan et l'Ukraine, a hérité d'armes nucléaires à la suite de la dissolution de l'Union soviétique, conclut officiellement un accord de garanties généralisées avec l'AIEA.

1995 MAI/JUIN

Le TNP, dans le cadre duquel la plupart des accords de garanties avec l'AIEA sont conclus, est prorogé indéfiniment le 11 mai lors de la Conférence d'examen et de prorogation organisée à New York. Bien que les Parties ne



WorldAtom, le site Internet de l'AIEA sur le World Wide Web, a été officiellement mis en service en juin 1995 et présenté pendant la session ordinaire de la Conférence générale en septembre de la même année.

parviennent pas à un accord sur une déclaration finale, elles adoptent une série de principes en vertu desquels elles réaffirment leur appui aux garanties et aux programmes d'assistance technique de l'Agence et la nécessité de leur octroyer des ressources suffisantes. La Conférence fixe à 1996 la date limite pour la conclusion d'un Traité d'interdiction complète des essais (TICE), que les Etats négocient à la Conférence sur le désarmement à Genève, et insiste sur la nécessité d'éliminer les armes nucléaires dans le monde. **Informatique:** Le système international de documentation nucléaire (INIS), pionnier dans son domaine, fête ses 25 ans. L'AIEA inaugure officiellement son site Internet sur le World Wide Web. Intitulé *WorldAtom*, ce service présente une série de renseignements et de documents sur le développement du nucléaire dans le monde et les travaux de l'Agence. **Garanties:** Après consultation des Etats Membres, le Conseil de l'AIEA approuve la mise en œuvre par l'Agence de certaines mesures (mesures de la partie 1) proposées dans le cadre du Programme de renforcement des garanties «93+2». L'Agence aura par exemple un accès plus étendu aux informations concernant les sites et les activités relatives aux programmes nucléaires des Etats et prélèvera des échantillons de l'environnement sur les emplacements auxquels elle a accès en vertu des accords de garanties généralisées. Le Conseil convient d'examiner les mesures de la partie 2, à savoir celles qui nécessitent des pouvoirs juridiques complémentaires, d'ici la fin de l'année.

1995 JUILLET/AOUT

Peu de temps après la fin de la Conférence d'examen du TNP, la Chine procède à un essai nucléaire et la France, conformément à son intention déclarée de signer le Traité sur l'interdiction des essais, annonce «sa série finale» d'essais nucléaires dans le Pacifique Sud. Ces essais sont



Une étude visant à évaluer la situation radiologique sur les anciens sites d'essais nucléaires dans le Pacifique Sud s'est déroulée à la fin de l'année 1995.

vivement critiqués par des pays de la région qui s'y opposent. Dans une lettre adressée au Directeur général de l'Agence, M. Blix, la France demande à l'Agence de mener une étude radiologique sur les atolls de Mururoa et Fangataufa une fois que les essais seront terminés. L'Agence étudie cette demande. **Inspections en Iraq:** Suite à des révélations faites par le général iraquien Hussein Kamel, un transfuge de haut rang, de nouveaux faits concernant l'ancien programme nucléaire clandestin iraquien sont rendus publics: l'Iraq s'était lancé dans un programme d'armement nucléaire accéléré en 1990-1991, mais les plans ont été contrariés pour des raisons techniques et autres. Des documents et des renseignements dissimulés sont communiqués au Groupe d'action de l'AIEA pour examen.

1995 SEPTEMBRE

Les Etats réunis à l'occasion de la Conférence générale de l'AIEA adoptent une résolution exprimant leur grave préoccupation devant la reprise des essais nucléaires et leur espoir qu'un traité d'interdiction complète des essais sera conclu en 1996. La Conférence générale adopte d'autres résolutions, dans lesquelles elle souscrit aux efforts de l'Agence visant à renforcer les programmes de garanties et de coopération technique, et condamne l'Iraq pour avoir dissimulé à l'AIEA des informations concernant son programme d'armement nucléaire, en violation des obligations qui lui incombent en vertu de résolutions du Conseil de sécurité. **Services relatifs aux constantes nucléaires:** A l'issue d'une réunion à l'AIEA, des experts du monde entier soulignent l'importance continue des services de constantes nucléaires développés par l'AIEA au cours des dernières décennies. Parmi ces services figurent un réseau mondial de constantes qu'utilisent les chercheurs de plus de 40 pays dans des domaines tels que la médecine, l'industrie et l'énergie et un centre qui gère le répertoire mondial le plus complet des collections de constantes nucléaires et atomiques du monde. **Laboratoires des garanties:** Au Laboratoire d'analyse

pour les garanties (LAG) de l'Agence, à Seibersdorf, une nouvelle «salle blanche» destinée à l'analyse des échantillons de l'environnement prélevés pendant les inspections des garanties est inaugurée.

Médecine nucléaire: Apparemment, plus de 95 % des Etats Membres en développement de l'Agence ont créé des services de médecine nucléaire pour améliorer les soins de santé et le diagnostic. Une enquête de l'AIEA révèle que plus de 2 000 gamma-caméras ont été installées à des fins médicales dans 78 pays en développement.

1995 OCTOBRE

Questions énergétiques: A Vienne, l'Agence et d'autres organisations internationales organisent conjointement le Colloque international sur l'électricité, la santé et l'environnement, où des experts font le point et examinent les options possibles pour une production durable d'énergie et d'électricité. Plus particulièrement, ils examinent les résultats du projet interorganisations DECADES visant à évaluer les options énergétiques et leur impact. **Anniversaire de l'ONU:** L'Organisation des Nations Unies fête officiellement son 50^e anniversaire le 24 octobre, alors que la communauté internationale analyse d'un œil critique son bilan, son rôle et ses futures orientations.

1995 NOVEMBRE/DECEMBRE

A la demande de délégués des gouvernements à Genève, l'Agence répond à des questions sur les problèmes juridiques, d'organisation et financiers liés à l'administration et à la vérification d'un Traité d'interdiction complète des essais. Toute fonction opérationnelle susceptible d'être confiée à l'AIEA exigerait l'approbation préalable des organes directeurs de l'Agence. **Evaluations radiologiques:** L'AIEA avise le Ministre français des affaires étrangères qu'elle est prête en principe à effectuer l'étude radiologique des atolls de Mururoa et de Fangataufa qui lui a été demandée. Il faudra toutefois un accord officiel sur la manière de réaliser cette étude. En décembre, l'AIEA réunit un groupe consultatif pour donner suite à une demande des Iles Marshall d'étudier la situation radiologique sur l'atoll de Bikini, ancien site d'essais nucléaires des Etats-Unis d'Amérique. Le groupe scientifique passe en revue les données relatives à la situation radiologique de l'atoll afin de mieux rassurer la population locale et, au nombre des mesures correctives qui pourraient être prises, il recommande que les laboratoires de l'AIEA à Seibersdorf fassent des essais supplémentaires sur différentes denrées alimentaires provenant de Bikini. **Zones exemptes d'armes nucléaires:** A New York, l'Assemblée générale des Nations Unies adopte une résolution invitant les Etats à signer et à ratifier le Traité sur la zone exempte d'armes nucléaires en Afrique (le Traité de

Pelindaba), dont l'AIEA sera l'organe de vérification. A leur cinquième réunion au sommet à Bangkok, les dirigeants des sept pays de l'Association des Nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE) signent le texte instituant une zone exempte d'armes nucléaires en Asie du Sud-Est; le «Traité de Bangkok» fait obligation aux Etats de conclure des accords de garanties généralisées avec l'AIEA. **RPDC:** Le 15 décembre, à New York, la RPDC et l'Organisation pour le développement énergétique de la péninsule coréenne signent un contrat de fourniture de deux réacteurs à eau ordinaire d'une puissance de 1 000 MW d'un coût total de 4,5 milliards de dollars. La construction devrait en être achevée en 2003. Aux termes du contrat, la RPDC est tenue d'autoriser l'AIEA à reprendre les inspections d'installations non soumises au gel nucléaire, de rester Partie au TNP et de se conformer intégralement à l'accord de garanties conclu avec l'AIEA dès qu'une partie importante du projet sera terminée et avant la livraison des composants nucléaires essentiels. **Garanties et non-prolifération:** A la réunion de décembre du Conseil des gouverneurs de l'AIEA, le Mexique fait savoir que, le 5 décembre, Cuba a signé les amendements au Traité de Tlatelolco, ce qui laisse bien augurer de la pleine entrée en vigueur du Traité. Le Conseil de l'AIEA examine en détail les mesures de la partie 2 du programme de renforcement des garanties de l'Agence, notamment un projet de protocole aux accords de garanties généralisées existants en vertu duquel ces mesures pourraient être appliquées. **Evénements scientifiques:** Le monde scientifique célèbre le 100^e anniversaire de la découverte des rayons X, le 28 décembre 1895, par le physicien allemand, Wilhelm Roentgen.

1996 JANVIER

Le monde célèbre le 100^e anniversaire de la découverte de la radioactivité, en janvier 1896, par le physicien français Henri Becquerel. **A l'AIEA:** L'Agence restructure son ancien Département de l'énergie et de la sûreté nucléaires, qui se scinde en deux départements: le Département de l'énergie nucléaire et le Département de la sûreté nucléaire. L'Agence publie la dernière édition (1996) de son *Règlement de transport des matières radioactives*, publié pour la première fois en 1961, qui est la base des réglementations nationales, régionales et internationales.

1996 MARS

Le 27 mars, le Conseil de sécurité de l'ONU adopte à l'unanimité une résolution visant à instaurer un mécanisme de contrôle des ventes ou des fournitures à l'Iraq de certains articles ou certaines technologies qui pourraient être utilisés pour la production ou l'acquisition d'armes biologiques, chimiques et nucléaires



En 1996, quelque 800 délégués gouvernementaux participent, au Siège de l'AIEA, à Vienne, à la Conférence sur Tchernobyl, qui est largement couverte par les médias.

interdites. Ce mécanisme, mis au point par le Comité des sanctions, la Commission spéciale de l'ONU et l'AIEA dans le cadre de résolutions antérieures du Conseil de sécurité, doit être mis en œuvre par une équipe commune de la Commission spéciale et de l'AIEA.

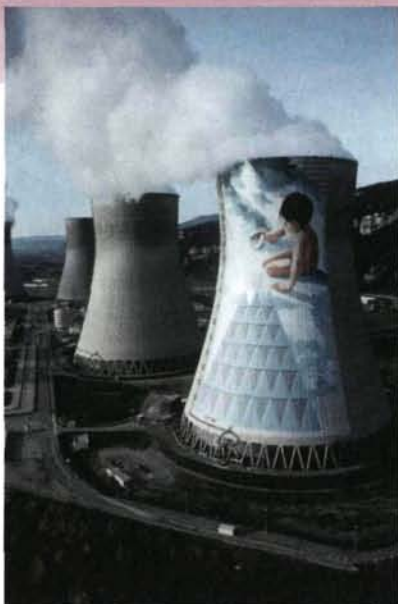
Traité de Rarotonga: Lors d'une cérémonie à Fidji, le 25 mars, la France, les Etats-Unis et le Royaume-Uni signent les protocoles au Traité sur la zone dénucléarisée du Pacifique Sud qui leur font obligation de ne pas utiliser ou menacer d'utiliser la force nucléaire dans la région, interdisent le stationnement d'armes nucléaires et interdisent les essais d'armes sur tout territoire situé dans la région. (Les deux autres puissances nucléaires déclarées, la Russie et la Chine, sont déjà parties aux protocoles qui les concernent.)

1996 MARS/AVRIL

En mars, les quatre membres d'une équipe technique de l'AIEA achèvent une mission sur les atolls de Mururoa et Fangataufa destinée à préparer l'étude radiologique du site d'essais nucléaires français. En avril, le Comité consultatif international chargé de réaliser cette étude tient sa première réunion officielle au Siège de l'AIEA pour définir les plans d'action de ses sous-groupes.

1996 AVRIL

Le 11 avril, au Caire, a lieu la cérémonie de signature du Traité portant création d'une zone exempte d'armes nucléaires en Afrique. Le Directeur général de l'AIEA, M. Hans Blix, et l'adjoint au Directeur général, M. Mohamed ElBaradei, sont au nombre des invités; l'Agence a appuyé les négociations en vue de ce traité au moyen de résolutions adoptées à cet effet par la Conférence générale et en donnant des conseils techniques et juridiques. **Sûreté nucléaire et radiologique:** Des centaines de délégués participent à la Conférence internationale intitulée «Dix ans après Tchernobyl: récapitulation des conséquences de l'accident» organisée à Vienne par l'AIEA, la Commission européenne, l'Organisation mondiale de la santé et un certain nombre d'autres organismes. Dans leurs conclusions, ils évaluent les conséquences



Sûreté et garanties: La Convention mondiale sur la sûreté nucléaire entre en vigueur en octobre 1996 et de nouvelles mesures de vérification sont adoptées en mai 1997.

effectives de l'accident en tenant compte des résultats des conférences organisées en novembre 1995 par l'OMS et en mars 1996 par l'Ukraine, la Russie, le Bélarus et l'Union européenne, et ils formulent des recommandations quant aux mesures additionnelles à prendre pour venir en aide aux victimes et améliorer la sûreté des centrales du type de celle de Tchernobyl (réacteurs RBMK). A l'occasion d'un forum sur la sûreté nucléaire qui précède cette conférence, des experts internationaux passent en revue des mesures correctives qui ont été prises au cours des dix dernières années et formulent des recommandations visant à améliorer encore la sûreté et à assortir ces mesures d'un appui financier pour ce qui est des réacteurs RBMK. **Sommet de Moscou:** A l'invitation du président Eltsine, les dirigeants du Groupe des 7 et de la Fédération de Russie se réunissent à Moscou, les 19 et 20 avril, pour un sommet sur la sûreté et la sécurité nucléaires. Entre autres conclusions, le sommet reconnaît l'importance du nucléaire comme source d'énergie répondant aux objectifs du développement durable, il affirme son attachement à la culture internationale de sûreté nucléaire et au renforcement des garanties et du système de vérification de l'AIEA, et il souligne l'importance d'une coopération mondiale dans la lutte contre le trafic illicite des matières nucléaires.

l'AIEA décide d'établir un comité spécial en vue de négocier un nouvel instrument juridique qui accompagnera les accords de garanties généralisées existants. Cet instrument devra définir notamment la nature de l'accès complémentaire aux renseignements et aux emplacements concernant le nucléaire accordé aux inspecteurs des garanties de l'Agence. Le Comité commence ses travaux en juillet.

1996 JUILLET/AOUT

Des équipes internationales de scientifiques recueillent des échantillons terrestres et marins dans les atolls de Mururoa et Fangataufa dans le cadre de l'étude radiologique de l'AIEA. Les échantillons seront envoyés pour analyse dans un grand nombre de laboratoires, y compris ceux de l'AIEA à Seibersdorf, en Autriche, et à Monaco. Le Comité consultatif international chargé de l'étude indique que ses membres ont l'intention de visiter les sites vers la fin de 1996 et de faire alors un rapport sur l'état d'avancement des travaux.

1996 SEPTEMBRE

Ouvrant la quarantième année d'activité internationale de l'Agence, les délégués de plus d'une centaine de pays se réunissent à la Conférence générale de l'AIEA à Vienne, du 16 au 20 septembre. La Conférence adopte des résolutions sur de nombreux sujets, notamment sur le renforcement des garanties et des activités de coopération technique. Pendant la Conférence, une «initiative trilatérale» est lancée lors d'une rencontre entre le Directeur général de l'AIEA, Hans Blix, le Secrétaire à l'énergie des Etats-Unis, Hazel O'Leary, et le Ministre russe de l'énergie atomique, Viktor Mikhailov. Ils envisagent des mesures pratiques visant à donner suite aux déclarations faites en avril 1996 par les Présidents américain et russe au sujet de la vérification par l'AIEA de matières fissiles d'origine militaire, premier pas important pour la vérification internationale du désarmement nucléaire. **Interdiction des essais nucléaires:** Le 10 septembre, à New York, l'Assemblée générale des Nations Unies approuve massivement le Traité d'interdiction complète des essais par 158 voix contre 3. Le Traité aura sa propre instance de vérification, et l'organisation chargée de la mise en œuvre sera installée dans des locaux proches de ceux de l'AIEA à Vienne. **Direction de l'AIEA:** Le directeur général Hans Blix informe le Conseil qu'il ne sera pas disponible pour un nouveau mandat lorsqu'il cessera ses fonctions en décembre 1997.

1996 JUIN

Examinant la deuxième partie des mesures visant à renforcer les garanties, le Conseil des gouverneurs de

1996 OCTOBRE

La Convention sur la sûreté nucléaire entre en vigueur le 24 octobre avec 27 Etats parties et 65 signataires.

Les préparatifs se poursuivent en vue de la première réunion des Parties contractantes prévue début 1997 pour discuter notamment du processus d'examen prévu par la Convention et des prescriptions concernant les rapports périodiques. **Statut de l'AIEA:** le 26 octobre, l'AIEA célèbre le 40^e anniversaire de l'ouverture à la signature de son Statut. Plus de 70 pays l'avaient signé lors d'une conférence qui s'était tenue à New York le 26 octobre 1956, et l'Agence était entrée officiellement en fonction 10 mois plus tard, en juillet 1957.

Informatique: L'Agence crée un service informatique Intranet appelé *Oasis* pour diffuser plus efficacement au personnel les informations administratives liées aux programmes. **Armes chimiques:** L'ONU annonce que la Convention sur les armes chimiques, ayant reçu les 65 ratifications requises, entrera en vigueur le 29 avril 1997; 160 pays l'ont signée, y compris les cinq puissances nucléaires déclarées.

1996 NOVEMBRE

Dans le cadre de l'initiative trilatérale, les Etats-Unis d'Amérique, la Russie et l'AIEA adoptent les premières mesures visant à élargir la vérification internationale des matières nucléaires à usage militaire grâce à l'application des garanties de l'AIEA. Une délégation comprenant M. Bruno Pellaud, chef du Département des garanties de l'AIEA, ainsi que des hauts fonctionnaires russes et américains visitent trois sites aux Etats-Unis pour assister à des démonstrations techniques et participer à des discussions sur les procédures d'inspection.

Conseil de sécurité de l'ONU: Le directeur général Blix met le Conseil de sécurité au courant des inspections nucléaires menées en Iraq et en RPDC où des inspecteurs de l'Agence sont maintenus en permanence. M. Blix souligne que l'Iraq possède toujours le savoir-faire technologique pour fabriquer des armes et que l'AIEA continue de mettre en œuvre de façon rigoureuse son plan à long terme de contrôle et de vérification et d'analyser en détail la nouvelle version de «l'état complet et définitif» du programme nucléaire, soumis par l'Iraq. En ce qui concerne la RPDC, M. Blix indique que les entretiens techniques n'ont pas encore permis de résoudre les questions en suspens et que ce pays ne respecte toujours pas l'accord de garanties qu'il a conclu avec l'AIEA. **Gestion des déchets:** Au siège de l'Organisation maritime internationale à Londres, des Etats adoptent un protocole qui remplace l'ancienne Convention sur la prévention de la pollution des mers résultant de l'immersion de déchets et autres matières («Convention de Londres de 1972»); l'AIEA assume certaines responsabilités en ce qui concerne les déchets radioactifs dans le cadre de cette convention. **Evaluations radiologiques:** L'Agence achève son étude triennale liée au Projet international d'évaluation des mers arctiques

Projet scientifique visant à évaluer les conséquences d'anciennes opérations d'immersion de déchets dans les mers arctiques.



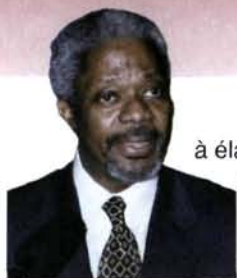
et présente une synthèse de son rapport aux Parties à la Convention de Londres. Cette étude conclut que les risques radiologiques que présentent les déchets immergés sont actuellement peu élevés, de même que les risques futurs pour les groupes de population locale concernés. Les considérations radiologiques ne suffisent pas à justifier un programme de mesures correctives.

1996 DECEMBRE

Le Comité international consultatif chargé de l'étude de la situation radiologique des atolls de Mururoa et de Fangataufa se réunit à Suva (Fidji) pour effectuer des visites techniques et évaluer les progrès accomplis. Les membres du Comité indiquent que l'analyse des échantillons prélevés dans le courant de l'année 1996 se poursuit et que les résultats de l'étude devraient être disponibles en 1998.

1997 JANVIER/FEVRIER

Le Comité du Conseil qui mène les négociations en vue d'adopter un projet de Protocole destiné à élargir les pouvoirs juridiques de l'AIEA pour appliquer des mesures de garanties renforcées est sur le point d'achever la version finale du projet de document qui sera soumis au Conseil de l'AIEA en mai. **Convention sur les déchets radioactifs:** La sixième session du groupe d'experts juridiques et techniques à composition non limitée chargé d'élaborer le projet de Convention sur la sûreté de la gestion des déchets radioactifs se prépare à présenter le document au Conseil de juin de l'AIEA. Une question non résolue est de savoir si la Convention devrait inclure dans un même texte la gestion du combustible usé et celle des déchets radioactifs. **Responsabilité nucléaire:** Les travaux préparatoires visant



Le Secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan.

à élaborer un projet de Protocole d'amendement de la Convention de Vienne de 1963 relative à la responsabilité nucléaire et un projet de Convention sur le financement complémentaire sont parvenus à leur phase finale. Le Comité permanent chargé d'élaborer ces deux

instruments, qui forment ensemble une révision de régime international de responsabilité nucléaire, soumet les projets de texte au Conseil de l'AIEA pour examen à sa réunion de mars, de sorte que l'Agence puisse convoquer une conférence diplomatique plus tard dans l'année. **ONU:** A New York, M. Kofi Annan (Ghana) prend ses fonctions en tant que secrétaire général de l'Organisation, succédant à M. Boutros Boutros-Ghali (Egypte).

1997 MARS/AVRIL

A sa réunion de mars, le Conseil de l'AIEA examine les premières candidatures à la succession de M. Blix au poste de directeur général de l'AIEA, celui-ci prenant sa retraite après quatre mandats consécutifs de quatre ans. **Désarmement:** Réunis au sommet d'Helsinki, en mars, les présidents Clinton et Eltsine conviennent d'entamer les négociations visant à réduire les niveaux des arsenaux nucléaires à 20 % de ce qu'ils étaient pendant la guerre froide en vue d'un accord qui prendra le nom de START-3, dès que la Douma russe aura ratifié START-2. Ils décident de repousser à la fin de 2007 le délai fixé à 2003 dans le cadre de START-2 pour la destruction des missiles et des silos.

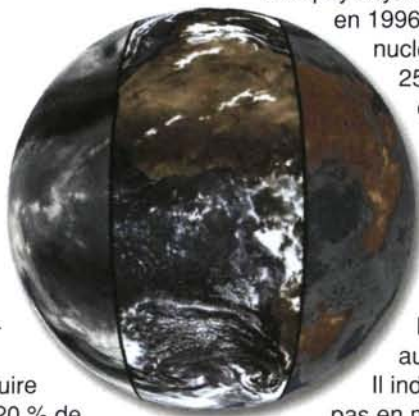
Réforme de l'ONU: A New York, le secrétaire général Annan annonce un plan de réforme structurelle et administrative de l'ONU en dix points. **Trafic illicite:** En avril, la Namibie devient le 50^e pays à se joindre au programme de l'AIEA de lutte contre le trafic illicite de matières nucléaires, qui appuie les efforts des Etats Membres.

Sûreté nucléaire: Lors de leur première réunion préparatoire en avril, les Parties à la Convention sur la sûreté nucléaire fixent le cadre de leurs examens mutuels des rapports nationaux sur les mesures prises pour garantir la sûreté des centrales nucléaires. La première réunion d'examen est fixée à avril 1999.

Changements climatiques: Des experts mondiaux se rencontrent à un colloque de l'AIEA à Vienne afin d'étudier le rôle des isotopes dans la compréhension des processus complexes qui influent sur les changements du climat et dans l'étude des données relatives à son évolution passée.

1997 MAI

Ouvrant un nouveau chapitre des garanties nucléaires, le Conseil de l'AIEA franchit une étape majeure en élargissant les droits du corps des inspecteurs des garanties. A ses réunions des 15 et 16 mai, il adopte un modèle de Protocole additionnel aux accords de garanties qui définit les nouvelles mesures par lesquelles les pays accepteraient des vérifications plus rigoureuses et plus intrusives sur leur territoire. **Armes chimiques:** A La Haye, le directeur général Hans Blix, s'adressant à la première session de la Conférence des Etats parties à l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques, se prononce pour une plus étroite coopération entre les organismes internationaux de vérification dans les années à venir. **Rôle de l'énergie nucléaire:** L'AIEA indique que le nombre des centrales nucléaires en exploitation dans le monde est passé à plus de 440, trois pays ayant mis en marche de nouvelles centrales en 1996. Sur 32 pays qui ont des centrales nucléaires, 17 assurent grâce à ces centrales 25 % ou plus de leur production totale d'électricité.



1997 JUIN

Le Directeur général fait rapport à la réunion de juin du Conseil de l'AIEA sur les développements relatifs aux garanties et à la coopération technique. Il indique notamment que l'Agence n'est toujours pas en mesure de vérifier l'exactitude et l'exhaustivité de la déclaration initiale de la RPDC concernant les matières nucléaires, que les travaux visant à tirer au clair certains aspects de l'ancien programme nucléaire irakien se poursuivent, et que l'initiative trilatérale concernant la vérification des matières fissiles provenant du secteur de la défense produit des résultats. Par ailleurs, M. Blix informe le Conseil qu'il a écrit aux Ministres des affaires étrangères des Etats qui ont des obligations en vertu de leur accord de garanties avec l'AIEA afin de lancer le processus d'acceptation des nouvelles mesures prévues par le modèle de Protocole. En ce qui concerne la coopération technique, le Conseil voit son attention attirée sur les niveaux records de mise en œuvre des projets dans plus de 90 pays, et sur la nécessité de ressources plus importantes et plus stables pour maintenir et renforcer le programme. A cette même réunion, le Conseil approuve la tenue de deux conférences diplomatiques début septembre: la Conférence diplomatique sur la responsabilité en matière de dommages nucléaires, au cours de laquelle les Etats devront adopter un projet de Protocole d'amendement de la Convention de Vienne de 1963 ainsi que le texte d'une Convention sur le financement complémentaire,

et la Conférence diplomatique sur la Convention commune sur la sûreté de la gestion du combustible usé et sur la sûreté de la gestion des déchets radioactifs, qui concerne les applications dans le secteur civil. **Nomination du Directeur**

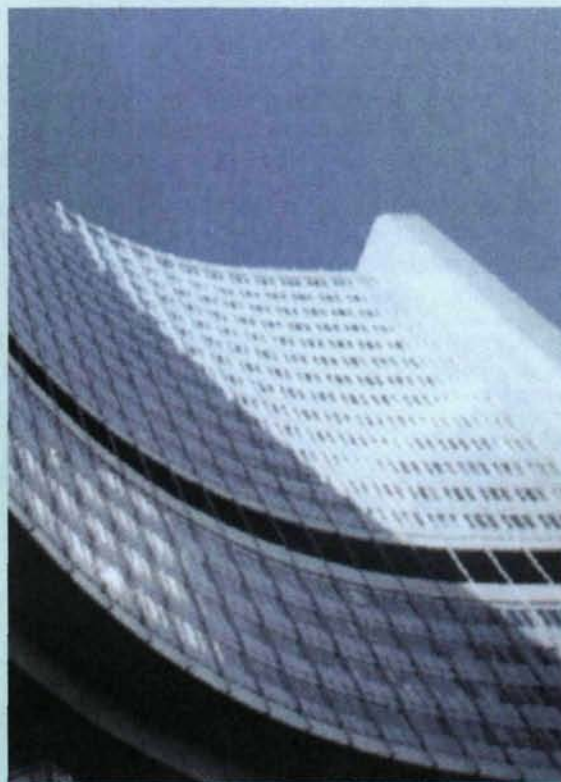


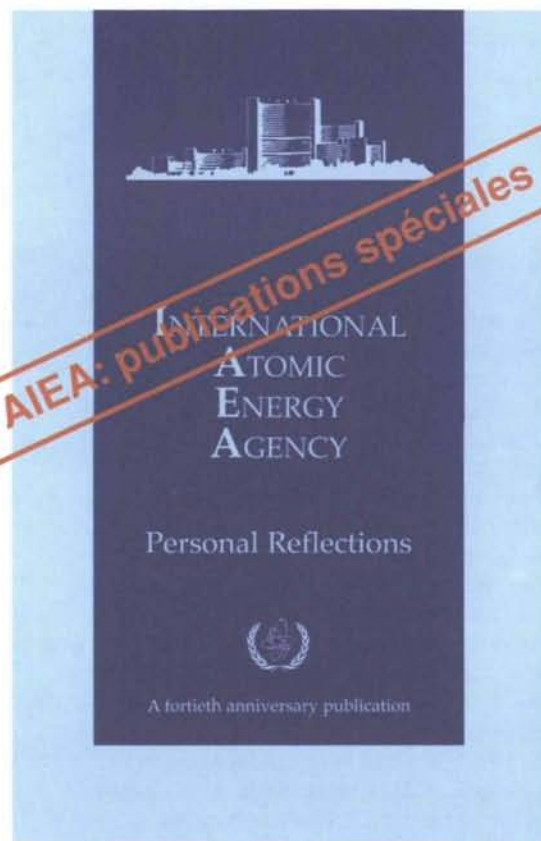
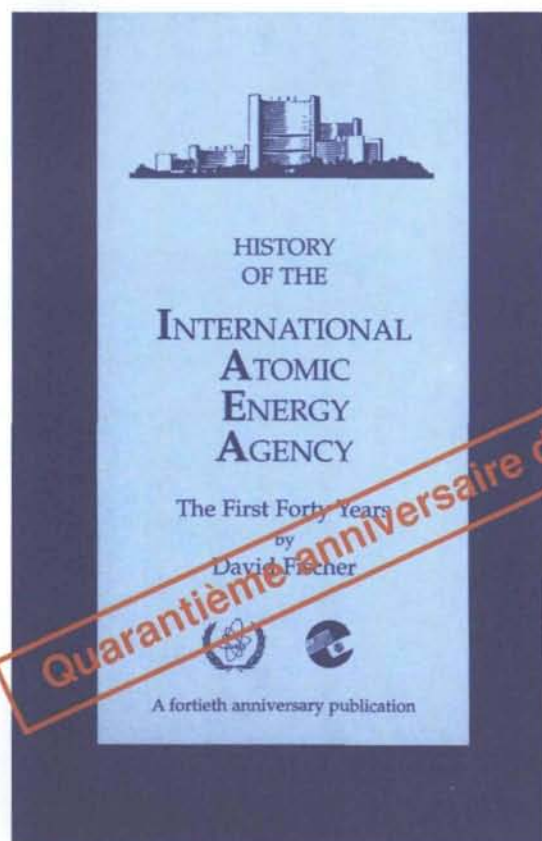
Le prochain directeur général de l'AIEA
Mohamed ElBaradei

général: Le Conseil retient la candidature de M. Mohamed ElBaradei (Egypte) pour succéder à M. Blix au poste de Directeur général de l'AIEA. M. ElBaradei est actuellement adjoint au Directeur général chargé des relations extérieures de l'AIEA. Cette nomination doit être ensuite soumise à l'approbation des 125 Etats Membres siégeant à la Conférence générale de l'AIEA en septembre. **Energie et plutonium:** En juin, un colloque de l'AIEA examine les réalités nouvelles qui ont une incidence sur l'évolution de l'énergie nucléaire et de son cycle du combustible, notamment les questions liées au devenir des stocks croissants de plutonium. **Besoins en eau:** Un colloque de l'AIEA en République de Corée examine les options concernant l'utilisation de l'énergie nucléaire dans des installations de dessalement de l'eau de mer. **Suivi du sommet de la Terre:** L'Assemblée générale des Nations Unies se réunit à New York en session extraordinaire sur le développement durable. Dans son allocution, M. Blix met l'accent sur l'importance fondamentale de l'énergie, sur les questions de sûreté des déchets et sur les avantages que l'énergie nucléaire présente pour l'environnement. **Sommet des Huit à Denver:** Dans un document final, les dirigeants des huit principaux pays industrialisés du monde soulignent leur engagement en faveur de la sûreté et de la sécurité nucléaires, et du rôle de l'AIEA à l'échelle du globe.

1997 JUILLET

Le 29 juillet, l'AIEA a officiellement 40 ans.





Quarantième anniversaire de l'AIEA: publications spéciales

Pour marquer le quarantième anniversaire de sa création, l'AIEA publie deux livres: une histoire de l'Agence et un recueil de réflexions personnelles.

L'histoire de l'Agence a été entreprise conjointement avec l'Institute of International Studies de Monterey en Californie, qui a demandé à David Fischer d'en être l'auteur. David Fischer a participé aux négociations de Washington sur le Statut de l'Agence au milieu des années 50, et aux travaux de la Commission préparatoire de l'Agence. De 1957 à 1976, il a été directeur des relations extérieures de l'Agence, puis sous-directeur général. L'étude couvre la période commençant avec le discours sur «l'atome au service de la paix» que le président Eisenhower a fait à l'Assemblée générale des Nations Unies en décembre 1953. L'auteur dresse un bilan des principaux succès et revers qui ont jalonné l'histoire de l'AIEA, et les leçons que l'on peut en tirer.

Les réflexions qui sont publiées dans le second volume sont écrites par un groupe de scientifiques et de diplomates éminents qui ont participé à la création ou aux travaux de l'AIEA. Il s'agit d'un recueil d'essais plus informels qui viennent compléter certains des sujets traités dans l'étude historique en offrant un point de vue personnel.

Ces livres seront publiés (en anglais) en septembre 1997 pour marquer l'anniversaire de la première session de la Conférence générale de l'AIEA. On peut se les procurer ensemble ou séparément.

History of the International Atomic Energy Agency:

***The First Forty Years* par David Fischer**

(18 x 24 cm; relié; env. 550 pages) SA 480

The International Atomic Energy Agency:

Personal Reflections

(18 x 24 cm; relié; env. 311 pages) SA 260

Prix spécial pour les deux volumes: SA 560

**FAITES VOTRE COMMANDE
MAINTENANT!!!**

Veuillez adresser votre commande à:
Unité de la vente et de la promotion des publications
Agence internationale de l'énergie atomique
B.P. 100, Wagramerstrasse 5
A-1400 Vienne (Autriche)
Tél: (43+1) 2060-22529, 2060-22530
Télécopie: (43+1) 2060-29302
Adresse électronique:
sales.publications@iaea.org